Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 32 (1940)
Heft: 3

Artikel: La Russie et nous
Autor: G.O.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384216

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Russie et nous.

Le pacte de non-agression conclu au mois d'août entre la Russie soviétique et l'Allemagne hitlérienne et la politique russe qui s'ensuivit suscitèrent des polémiques que l'atmosphère de guerre rend particulièrement acharnées. Si nous examinons objectivement le fond de ces polémiques, il nous sera facile d'y trouver, d'une part, une grande peur, et, d'autre part, un grand espoir que la Russie, en s'agrandissant, en augmentant son influence sur l'Europe orientale et centrale, et aussi — indirectement — sur l'Europe occidentale, y provoque celle qu'on appelle une bolchévisation générale.

Nous croyons fermement que — quelle que soit l'organisation de la Russie soviétique et quels qu'en soient les résultats — les craintes et les espoirs qu'on nourrit à ce propos n'ont, chez nous, aucune raison d'être. La révolution russe n'a été que ce qu'elle pouvait être dans le cadre tout à fait particulier de la vie russe. Et l'organisation économique et sociale à laquelle cette révolution a abouti n'est, elle aussi, que ce qu'elle pouvait être dans les conditions tout à fait particulières du milieu humain d'un pays comme la Russie.

Nous allons nous expliquer.

La vieille Russie des tsars était un colosse formé d'un côté d'un Etat pléthorique, avec une bureaucratie, une police et une armée apparemment très puissantes, et de l'autre côté d'une classe relativement peu nombreuse de grands propriétaires fonciers qui dominaient sur une population dont la grande majorité était représentée par une masse amorphe de petits paysans à qui on pouvait encore — malgré les réformes du siècle passé — appliquer le titre de serfs de la glèbe. Il n'y avait presque pas de classes moyennes. Certes, des groupes de petits et de moyens propriétaires fonciers, des chefs d'entreprises industrielles et commerciales petites et moyennes existaient sans doute, mais ils ne disposaient pas de l'organisation qui leur était nécessaire pour être une « classe », avec le sentiment de son unité, de ses besoins, avec une volonté unique de les satisfaire, avec ses organes, ses partis politiques. Toute l'organisation économique et sociale de la Russie des tsars était une organisation précapitaliste.

La guerre de 1914, dans laquelle la Russie entra sans y être préparée d'une façon adéquate, et la défaite qui s'ensuivit, tombèrent sur cet état de choses comme de la grêle sur du blé mûr pour la moisson. L'Etat tsariste s'écroula. Les grands propriétaires fonciers ne pouvant, seuls, défendre leur situation privilégiée furent éliminés par les paysans, lesquels réclamaient pour eux la terre qu'ils avaient cultivée pendant des siècles et dont ils avaient élevé le degré de fertilité par leur labeur pénible et mal rétribué. Il n'y

avait plus de gouvernement, plus d'organisation sociale. Lénine — après la tentative lamentablement échouée de Kerensky — survint et instaura ce qu'on a appellé la « dictature du prolétariat », terme flatteur pour une masse ouvrière plus apte à subir qu'à imposer une dictature.

En réalité, le pouvoir fut pris en main par un petit groupe d'hommes qui, à travers des flottements et des adaptations, organisèrent la vie politique et la vie économique et sociale de la Russie de la façon qu'on sait: dans le domaine politique c'est une union de républiques, dans le domaine économique c'est une union d'entreprises de production, d'échange et de distribution, les unes gérées directement par l'Etat, les autres confiées à des groupes d'ouvriers des industries ou de l'agriculture. Formellement, l'organisation russe est donc une grande fédération politique et économique. En réalité — et nous ne savons pas jusqu'à quand — l'Etat, organe central, exercera sur toute la vie sociale, dans toutes ses manifestations, des pouvoirs dictatoriaux. Le régime tient, soit parce que la masse russe est habituée à obéir, soit parce que sur le plan économique tout a été bâti dans des proportions gigantesques. N'avait-on pas dit que l'évolution des systèmes de production et d'échange entraînerait la concentration des entreprises, l'absorption progressive des petites entreprises par les grandes entreprises? Les organisateurs bolchévistes prirent cette conception — par trop absolutiste — à la lettre et en forcèrent la réalisation par des mesures d'Etat. Un contrôle rigoureux de l'organisation économique — sous un régime dictatorial — est plus facile en présence de grandes entreprises qu'en présence d'entreprises petites ou moyennes dont le nombre serait incalculable. C'est pourquoi les milieux politiques bolvévistes s'opposent à toute fragmentation, même la plus raisonnable, des entreprises actuelles, bien que des techniciens avertis dénoncent les inconvénients de ce que l'on a justement appelé la « gigantomanie ». Le 18e congrès du Parti communiste russe, qui eut lieu le printemps passé, s'était en effet prononcé contre cette gigantomanie, mais ses vœux n'ont pas l'air, bien au contraire, d'être en voie de réalisation, pour le moment du moins.

Ce qu'on a fait et ce qu'on fait en Russie, est-ce bien ou est-ce mal? Les avis sont partagés. Pour les uns c'est la perfection, pour les autres c'est le désordre le plus effroyable, la misère. Nous croyons pouvoir affirmer que ces avis — ceux des admirateurs comme ceux des contempteurs — sont basés, plus que sur l'examen objectif des faits, sur des opinions préconçues, suggérées par notre propre situation, dans nos propres pays.

Il y a quelque temps, un camarade, à qui nous faisions part de nos réserves sur la structure et sur le fonctionnement des entreprise agricoles russes, nous disait: « Tu as peut-être bien vu, mais tu as tort de le dire. » Ce camarade aime à inculquer dans l'esprit de la masse ouvrière l'admiration pour la révolution russe, dont

il escompte une répétition plus ou moins fidèle dans son pays. Plus ou moins fidèle, car il sait bien qu'il n'y aurait pas mal de remaniements, d'adaptations à apporter. Mais « il ne faut pas le dire »: la masse doit avoir aujourd'hui une adoration aveugle pour la Russie soviétique, comme hier elle devait l'avoir pour le paradis. Il ne faut pas l'entraîner à exercer son esprit critique: la foi s'affaiblirait et il n'y aurait pas de révolution. Ce camarade prétend qu'avec des méthodes évolutionnistes on peut organiser tout au plus des petites révolutions superficielles à l'instar de celles que subissent les petites républiques américaines, mais non des révolutions sociales en profondeur.

Nous nous rappelons, d'autre part, un adversaire acharné de la Russie soviétique qui nous disait de ce pays ce qu'on pouvait en dire en 1921, à l'époque de la famine. Chef d'une grande entreprise, il débitait ses antiquailles sans nullement se soucier d'en contrôler la valeur.

Nous ne partageons l'avis ni de notre camarade révolutionnaire, ni de ce monsieur antibolchéviste. L' organisation de la Russie, nous voulons l'étudier telle qu'elle est, disposés à en signaler les mérites comme les défauts, les bons résultats comme les mauvais, les bonnes tendances comme les mauvaises. Nous avouons entreprendre une tâche difficile, parce que notre esprit de recherche risque d'être à tout moment dérouté par la prose brouillonne des admirateurs et des adversaires systématiques de la Russie des Soviets. D'autre part, les organes du gouvernement de Moscou ne font rien pour faciliter un examen objectif de la situation russe: leurs informations, leurs données statistiques sont dénuées de toute valeur probante. Mais, en somme, celui qui veut « savoir » arrive tant bien que mal à se faire une idée générale assez exacte de ce qui se passe là-bas.

Ce qui se passe là-bas nous permet tout d'abord d'affirmer que dans les pays de l'Europe occidentale — dans ceux-ci du moins — le processus de socialisation sera absolument différent de celui qui fut imposé en Russie.

La socialisation sera une nécessité partout en Europe. Dans un continent comme le nôtre, dépassé sur le marché mondial par les autres continents plus que nous riches en énergies et en ressources matérielles mais ruinés par les guerres, l'organisation de la production et des échanges sera (elle l'est déjà, mais elle le sera davantage dans un proche avenir) sérieusement handicapée. Ses entreprises ne pourront plus procurer de revenu capable d'assurer à la fois un profit convenable aux capitalistes et une rémunération convenable aux ouvriers. On peut le comparer — pour nous servir d'une image de Pirandello — à un parapluie trop étroit, à l'abri duquel deux individus veulent rester à leur aise sans se mouiller. Impossible, l'un des deux doit s'effacer. Quand la répartition du revenu d'une entreprise n'est pas de nature à satisfaire les patrons et les ouvriers à la fois, il faut qu'une des parties s'efface: ce seront

les patrons. La classe ouvrière est appelée à assumer la gestion des moyens de production et d'échanges, soit dans des entreprises familiales, soit dans des entreprises plus grandes gérées collectivement, selon que les conditions du milieu imposeront, automatiquement, la présence des unes plutôt que des autres. Bien entendu, toutes ces entreprises seront fédérées sur le plan local, régional, national, et seront en relations normales d'affaires avec les associations, également ouvrières, des consommateurs.

Cela ne signifie pas l'exclusion de toute fonction économique de l'Etat, à qui, au contraire, incombera la haute tâche de stimuler, coordonner, contrôler l'activité de l'ensemble des entreprises de production, d'échange, de distribution. De cet ensemble d'entreprises, l'Etat sera l'émanation. C'est ce qui caractérisera la constitution essentiellement démocratique de la société socialiste.

Mais tout cela est extrêmement difficile à réaliser. Cela exige une préparation, non seulement des *choses,* mais des *hommes,* préparation qui se fait seulement dans un milieu de liberté où les diverses forces sociales peuvent jouer avec le moins de heurts possible. Nous comprenons bien l'esprit des impatients. « Cela va trop lentement. En Russie, on a marché plus vite. C'est que là-bas, avec de la *volonté,* on a passé outre à l'automatisme des facteurs de la vie sociale. Nous devons imiter les Soviets. »[1]

En Russie on a pu faire ce que l'on a fait pour les raisons que nous avons exposées. Chez nous, les conditions sont bien différentes. Une révolution comme la Révolution russe — si on voulait s'en payer le luxe — échouerait comme avaient échoué celles qu'on avait essayé de faire en 1919 en Hongrie et en Bavière. Pourquoi? Parce que chez nous, dans les pays de l'Europe occidentale, il y a des résistances qui n'existaient pas en Russie, et dont il serait impossible de venir à bout.

Toute notre organisation sociale est profondément différente de celle de la Russie. Nous avons vu qu'en Russie il n'y avait pas de « classes moyennes » dans le véritable sens du terme. Les marxistes purs sont enchantés de cela: « Pays idéal. La masse des ouvriers a pu se trouver face à face avec les grands propriétaires sans la présence gênante des classes moyennes. »

Ils ne s'arrêtent pas un instant à considérer que, dans la pensée de Marx, l'absence des classes moyennes devrait être l'aboutis-

---

[1] Ces impatients nous accusent d'être des réformistes, et avec cela ils se jugent dispensés de réfuter nos idées avec des argumentations basées sur des faits; ils se contentent de formules vagues et creuses. Réformistes? Soit. Mais qu'on nous donne acte que notre idée concerne l'organisation de la société socialiste, et n'est pas une liste de concessions à présenter aux capitalistes dont on reconnaîtrait la puissance et l'autorité. A ce propos, il faut dire que nombre de « révolutionnaires » sont plus réformistes que nous, car ils ne sont disposés à lutter que pour des questions de salaires, sourds à toute idée d'accession de la classe ouvrière à la gestion des entreprises de production, d'échange et de distribution.

sement de leur disparition, à cause de la concentration des entreprises, imposée par l'évolution des systèmes capitalistes de production. En Russie — ainsi que dans tant d'autres pays encore arriérés — l'absence des classes moyennes est due par contre à l'organisation précapitaliste de la société. Ce n'est pas la même chose, et il faut ne rien connaître de l'esprit de la doctrine de Marx pour tomber dans une telle confusion.

Chez nous — dans les pays de l'Europe occidentale et dans une partie de l'Europe centrale — les classes moyennes existent, groupent des catégories nombreuses et puissantes, possèdent une unité économique et morale, ont des traditions profondes. Elles peuvent subir des crises, des revers, des éclipses, mais elles résistent ou renaissent. Elles englobent, dans tous nos pays, un nombre incalculable de petits chefs d'entreprises dont chacun cultive sa terre, fait marcher un petit atelier ou un petit bureau, disposant d'un petit capital qui, loin d'être un moyen d'exploitation de l'homme sur l'homme, est un instrument de son travail.

Les marxistes de la vieille école négligent volontiers cet aspect, pourtant si important, de l'organisation sociale de nos pays. Marx avait dit: « Ne vous en souciez pas. Les petites usines, les petites exploitations agricoles, les petites entreprises en général disparaîtront, absorbées par les grandes entreprises sous la pression de l'évolution des systèmes capitalistes de production, d'échange, de distribution. Il y aura une prolétarisation générale. »

Cette prolétarisation générale ne s'est pas réalisée. Dans tous les pays, l'évolution, l'intensification des systèmes de production, d'échange et de distribution, au lieu de déterminer une concentration des entreprises petites et moyennes en grandes entreprises, toujours plus grandes, en a augmenté considérablement le nombre. Dans l'agriculture, l'intensification des systèmes de culture a provoqué la fragmentation de vastes exploitations en exploitations tantôt petites, tantôt moyennes, selon les conditions du milieu. Les petits cultivateurs représentent dans nos pays d'Occident la grande majorité de la population agricole.

Dans l'industrie, l'évolution des systèmes de production — notamment la motorisation — a provoqué la formation, à côté de la grande usine, d'un nombre considérable et croissant de petites usines. La même évolution peut être constatée dans le domaine des transports, du commerce, etc.[2]

---

[2] Battus sur ce terrain, car il s'agit de faits incontestables, les marxistes purs objectent que si l'exploitation agricole, l'usine, etc., se soustraient au processus de la concentration au point de vue technique, au point de vue administratif elles doivent subir la supériorité de la grande entreprise capitaliste (la banque en premier lieu) qui polarise vers elle toute leur activité. Nous répondons que Marx parlait d'une concentration technique et administrative à la fois. Si la concentration technique ne se réalise pas, il n'est pas impossible aux chefs des petites et des moyennes entreprises de s'organiser pour se libérer de toute exploitation de la part des grandes entreprises. Elles font cela déjà avec succès.

Or, dans un pays où l'organisation économique est faite d'un nombre incalculable d'entreprises qui diffèrent profondément les unes des autres par leurs proportions, leur structure et leur fonctionnement, l'Etat n'a pas la moindre chance d'arriver à prendre sur soi avec succès la direction de toute l'activité économique dans le domaine de la production, des échanges, de la distribution. Il devrait imposer à toutes les entreprises un synchronisme, une discipline de fer pour canaliser toutes les branches de l'activité sociale vers l'exécution de « plans » conçus en haut lieu sur des bases dont la solidité serait pour le moins problématique. On ne peut concevoir de « plans » qu'en se basant sur un nombre relativement restreint d'entreprises, ayant toutes de grandes dimensions et une certaine uniformité dans leur structure et dans leur fonctionnement. Il est peut-être possible de synchroniser et de diriger l'activité d'entreprises peu nombreuses, peu dissemblables et de grandes dimensions.[3]

Avec une organisation économique comme celle qui domine dans les pays de l'Europe occidentale, où, à côté d'un certain nombre d'entreprises de grandes et de moyennes dimensions, il existe une multitude de petites entreprises de toute nature, il n'est possible ni de dresser des plans ayant des chances de succès, ni d'en diriger l'exécution. L'Etat devrait disposer d'une bureaucratie extrêmement nombreuse, extrêmement chère, laquelle ne ferait qu'augmenter le désordre. Même s'il en disposait, les chefs de toutes ces petites entreprises lui opposeraient tous les moyens possibles pour se soustraire à toute direction, à tout contrôle. C'est là une difficulté fondamentale à laquelle il faut bien faire attention.

Pourquoi l'homme cherche-t-il à s'assurer avec tant d'acharnement et de sacrifices une petite exploitation agricole, une petite usine, en général une petite entreprise à lui? Pour des motifs uniquement économiques, matérialistes? Parce que dans ces petites entreprises il a des chances de gagner plus qu'en travaillant chez des particuliers? Parce qu'elles lui assurent une vie plus confortable, avec moins de peine, moins de sacrifices? Non. L'homme dans sa petite entreprise familiale est soumis à des besognes plus longues et plus rudes que lorsqu'il travaille chez des particuliers, et souvent il gagne moins et s'impose des sacrifices qu'un ouvrier travaillant dans une grande usine ne supporterait pas. Si, malgré cela, il tient à son petit lopin de terre ou à sa petite usine, c'est

---

[3] C'est encore avec une certaine réserve que nous écrivons cela. En Russie, les exploitations agricoles gérées directement par l'Etat étaient relativement nombreuses et d'une ampleur parfois considérable. On dirait qu'on avait adopté pour elles le principe: « Plus elles sont vastes et mieux ça ira. » Par contre, on s'aperçut qu'elles marchaient mal, qu'elles occasionnaient de grandes pertes, qu'elles donnaient des résultats inférieurs à ceux qui avaient été prévus dans le « plan ». On en attribua la cause à la centralisation excessive de la direction. Ce sont des constatations faites devant le Conseil des commissaires du peuple, le 8 septembre 1936.

que cela lui assure un bien inestimable: son indépendance, sa dignité. On peut dire tout ce qu'on veut de cette tendance (d'aucuns la critiquent et la ridiculisent, nous ne sommes pas de leur avis), elle n'est pas au moins un sentiment profond qu'on ne pourra jamais arracher de l'âme humaine. C'est un sentiment qui est à la base de tant d'événements historiques, comme — par exemple — les *jacqueries* du moyen âge. D'aucuns confondent l'esprit d'*indépendance* avec l'esprit d'*isolement*. C'est une erreur. Certes, le petit cultivateur, l'artisan, etc. se méfient un peu de tout contact humain et aimeraient mieux pouvoir vivre isolés dans leurs petites entreprises. Mais comme cela n'est pas possible, l'esprit d'indépendance ne les empêche pas de s'associer à des gens de même condition pour des buts bien déterminés inhérents à la conduite de leurs affaires et aux besoins de leurs familles. Mais, s'ils doivent s'associer, ils veulent faire cela de leur propre gré, en pleine connaissance de cause, sans nullement renoncer à leur indépendance et à leurs droits, sans compromettre en rien l'autonomie de leur entreprise. Avec un pareil état d'esprit, aucune autorité ne saurait s'imposer à leur volonté et venir à bout de leur résistance. La seule menace contre l'autonomie des petites entreprises et l'indépendance de leur chef provoque des mouvements de révolte.

Non, l'idée d'une organisation de la production, des échanges et de la distribution ayant à sa tête l'Etat avec les pouvoirs dont dispose, en Russie, le régime soviétique, est incompatible avec une économie comme celle de nos pays occidentaux. Les communistes peuvent bien faire la cour — par exemple — aux paysans petits cultivateurs, mais, ou bien ils ne savent pas au juste à qui ils ont à faire, ou bien ils cachent dans leur for intérieur l'idée qu'un jour viendra, *après*, où ils « persuaderont » les paysans de renoncer soit à leurs exploitations, soit à leur indépendance. On sait de quels arguments est faite en Russie cette œuvre de persuasion. Oeuvre qui, en tout cas, serait vaine chez nous, car ici toutes les conditions de milieu — du milieu naturel et du milieu humain — concourent à maintenir l'existence de ce grand nombre de petites exploitations. Si, par des mesures d'Etat, on pouvait faire chez nous ce que l'on a fait en Russie, la réalité se chargerait bientôt de détruire une telle énormité.

Résumons.

En Russie, les chefs bolchévistes ont pu procéder à la socialisation des biens — car il faut reconnaître qu'ils ont procédé à une forme de socialisation — en expropriant des grands propriétaires qui n'avaient plus aucun moyen de résister, en imposant leur régime à une masse de paysans et d'ouvriers qui ne possédaient rien et n'avaient aucun droit. A travers des tâtonnements, ils ont abouti au régime actuel où tout, ou presque tout, appartient à l'Etat qui crée un mécanisme économique basé sur des entreprises ayant pour la plupart de grandes dimensions. L'Etat se réserve tous les droits d'initiative et de contrôle. Il y a en Russie des entreprises qui sont

gérées directement par l'Etat, et il y en a dont la gestion est confiée à des groupes d'ouvriers ou des paysans. Mais même ces dernières dépendent de l'Etat qui en contrôle rigoureusement le fonctionnement par le truchement des chefs de l'organisation politique locale. Il y a enfin un certain nombre de petites entreprises familiales, mais le nombre de celles-ci est en diminution continuelle, non pas parce que l'évolution économique les condamne, mais parce que l'Etat en rend l'existence difficile par des tracasseries ayant pour but de « persuader » leurs propriétaires d'entrer dans les *kolkhoz*.[4]

En définitive, c'est l'Etat qui dirige toute l'activité dans le domaine économique. Il exerce — on ne le cache d'ailleurs pas — une sévère dictature. Ses chefs ont peut-être l'idée d'arriver un jour à accorder l'autonomie à la plupart des entreprises, mais ils voudraient s'assurer d'abord que l'organisation actuelle ne changerait en rien. Et ils ne se décident pas à atténuer leur pression, de crainte que les grandes entreprises ne se morcellent en donnant la vie à des classes moyennes dont ils ne toléreraient pas la présence. La lutte contre les *koulaks* en est la preuve.

Chez nous, une révolution sociale ne pourrait se faire de la même façon. Ces classes moyennes qui n'existaient pas en Russie et dont on empêche la formation, existent chez nous, favorisées par les conditions du milieu, fortes de leurs traditions séculaires et de leurs organisations économiques et politiques de plus en plus puissantes. Nous ne pourrions ni les supprimer, ni les amener à renoncer à l'autonomie de leurs entreprises pour faire ce qu'on a fait en Russie. Elles se révolteraient et feraient échouer toute tentative dans ce sens.[5]

C'est là le point fondamental de notre thèse.

Chez nous, dans les pays de l'Europe occidentale et dans certains pays de l'Europe centrale, la socialisation ne peut se faire qu'en respectant l'autonomie des entreprises de production, d'échange et de distribution. Ces entreprises seront petites, ou seront moyennes, ou seront grandes: elles auront les proportions, la structure, le fonctionnement que leur imposeront les conditions du milieu. Aucune autorité ne pourra exercer une influence contraire à celle du milieu.

---

[4] Au nombre de ces petites entreprises, nous ne comptons pas les petites parcelles de terre dont disposent les ouvriers kolkhosiens, qui les exploitent à leur propre bénéfice. Il ne s'agit pas là d'entreprises au véritable sens du mot. Il s'agit d'un moyen d'assurer aux ouvriers un supplément d'occupation dans les heures et dans les périodes où leur kolkhoz n'exige pas leur travail. C'est en somme la conséquence d'une distribution irrégulière des travaux dans le kolkhoz, d'autant plus irrégulière qu'en Russie ces entreprises sont organisées d'après le principe de monoculture: kolkhoz pour la culture des céréales, kolkhoz pour l'élevage du bétail, etc.

[5] On peut se demander si la crainte du bolchévisme habilement répandue et alimentée parmi les classes moyennes en Italie n'a pas été une des causes du succès du fascisme.

Autonomie — nous l'avons déjà dit — ne signifie pas *isolement.* Nulle entreprise ne peut vivre isolée. Pour vivre, pour fonctionner, il faut que les entreprises *se fédèrent.* Elles se fédéreront en constituant — par chaque catégorie — des fédérations locales (de 1er plan), des fédérations régionales (de 2e plan), des fédérations nationales (de 3e plan). Les différentes branches de fédérations noueront des relations entre elles pour la bonne marche de la production, des échanges, de la distribution, dans l'intérêt commun des parties en relation d'affaires entre elles et dans l'intérêt de toute la société. L'Etat n'a pas de dictature à exercer. Il sera là — émanation de tous les organes de la société humaine — pour stimuler, pour coordonner, pour contrôler les diverses formes d'activité sociale.

Voilà la conception qu'on peut avoir d'une transformation sociale chez nous, conception qui n'a rien à voir avec la conception de la révolution russe.

En Russie, la révolution eut pour principe la *concentration des biens* et leur exploitation *sous la conduite d'un Etat totalitaire.* Chez nous, la transformation sociale ne peut avoir pour base que le *principe fédéral:* autonomie des entreprises gérées par les ouvriers, *fédérées,* fonctionnant sous le contrôle d'un Etat démocratique, leur émanation, leur organe.

Nous ne poserons pas ici la question de savoir si la Russie, étant donné ses conditions, ne pourrait se passer d'un régime de dictature, si son régime actuel réussira à se stabiliser ou s'il doit subir des modifications profondes. C'est affaire aux Russes. Nous nous bornons à déclarer que les conditions de nos pays sont de nature à assurer l'harmonie la plus parfaite entre le progrès social et la démocratie. La dictature ne ferait que provoquer le désordre le plus effroyable. *G. O.*

La politique sociale des belligérants.

Partout, la guerre a remis la politique sociale en question, dans les pays neutres également. Ces derniers, afin de faire respecter l'intégrité de leur territoire et leur indépendance, ont pris d'amples mesures militaires allant, pour certains d'entre eux, jusqu'à la mobilisation générale. Il va sans dire que cette situation a soulevé de nombreux problèmes sociaux; qu'il suffise de citer la question de l'entretien des familles de mobilisés ou les conséquences pour l'activité économique, des appels massifs sous les drapeaux.

En outre, la guerre a causé des troubles économiques parfois très profonds, compromettant ici l'approvisionnement en matières premières indispensables, opposant là des entraves aux exportations. Dans les Etats belligérants tout particulièrement, ces pro-